

La Voix de la Paix

Nouvelles et opinions des régions touchées par l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo (RDC), dans le Soudan du Sud et en Ouganda

Contenu :

- Éditorial p.2
- Les problèmes rencontrés dans les États voisins compliqueront-ils la lutte contre la LRA en RDC ? p.3
- Guerre dans le Soudan du Sud p.4-5
- De nouvelles attaques de la LRA dans le Soudan du Sud : Un homme raconte p.5
- Éditorial : Crise en RCA – Les origines p.6
- La situation évolue-t-elle au sein de la LRA ? p.7
- Les tensions ethniques jugées responsables dans la mort de 12 soldats d'élite de l'APLS p.7-8
- Entretien : Rencontre avec un maire local de la RCA p.8
- Éditorial : Comprendre et réagir face à la crise de la RCA p.9
- Article : Formation sur la question du genre à Kampala p.10

DANS CE NUMERO : Origines de la crise en RCA ; combat dans le Soudan du Sud ; vague de réfugiés dans le nord de l'Ouganda ; les problèmes auront-ils un impact sur les opérations anti-LRA en RDC ? De nouvelles tensions au sein de la LRA ?



RAPPORT DE SITUATION RÉGIONALE oct-déc 2013: Les attaques de la LRA touchent la RCA et la RDC

RCA : Loin d'être stable, la situation en RCA nécessite une intervention solide de la part de la communauté internationale, des organismes régionaux et de l'Union africaine. Et ce par le biais d'une mission de maintien de la paix qui assurerait la protection des civils et empêcherait la RCA de retomber dans une lutte interreligieuse.

La RCA est l'un des pays où l'on constate une défection des membres de la LRA au dernier trimestre 2013. Un total de 26 membres de la LRA et leurs subordonnés ont ainsi fait défection. En termes de réduction du nombre de combattants de la LRA, il s'agit d'un grand succès. La RCA a néanmoins été victime d'une attaque en octobre, de 3 en novembre et d'une autre en décembre. Cette défection en RCA est due à une collaboration très cohérente entre tous les acteurs tels que l'UPDF, les conseillers américains, les organisations locales et les membres de la communauté. Ce sont généralement ces derniers, dont la contribution est essentielle pour mettre un terme aux

actions de la LRA, qui favorisent la défection du groupe. Mais de nombreux membres de la LRA ont réussi à quitter la RDC pour rejoindre la RCA, d'autres ont pu, suite à la pression militaire de l'UPDF, atteindre de nouvelles zones. La RCA joue aujourd'hui un rôle majeur dans la défection. Le mérite en revient à tous ses habitants qui accomplissent cet excellent travail.

RDC : La RDC a subi plus d'attaques en novembre (13) que durant les autres mois (7 en octobre et 4 en décembre). Au cours de cette période, 1 personne a été tuée par la LRA, 10 autres ont été enlevées, et 2 se sont enfuies et ont regagné leur domicile. De début novembre à début décembre, on note que les membres de la LRA se sont déplacés principalement de la région du parc de Garamba vers l'ouest en suivant la direction de la RCA.

Suite à la page 2

	RDC			RCA			Soudan du Sud			Ouganda			Total
	Oc	No	Dé	Oc	No	Dé	Oc	No	Dé	Oc	No	Dé	
Attaques	7	13	4	1	3	1	0	3	0	0	0	0	32
Pers. enlevées	0	10	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	12
Pers. tuées	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	3
Pers. récemment déplacées	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	70
Pers. rentrées/sauvées	0	2	4	0	0	26	0	0	0	0	0	0	32

Éditorial : Père Ernest Sugule, Rédacteur en chef, VdP



« Là où les hommes ont échoué, les femmes feront mieux. »

Bienvenue dans le dernier numéro de la Voix de la Paix de l'année 2013 et dans le premier de la nouvelle année. Ce numéro, rédigé en pleine instabilité dans deux de nos pays contributeurs, est important car il met l'accent sur la guerre dans le Soudan du Sud et la crise en République centrafricaine. Il s'intéresse à l'impact de ces conflits sur la région dans son ensemble et sur les opérations anti-LRA. La RCA est devenue un pays sans véritable gouvernement, ni armée professionnelle, ni agence de sécurité. Une rébellion en 2012 s'est transformée en massacre sectaire, entraînant le déplacement de milliers de personnes. La LRA a profité de l'instabilité de cette région pour se rendre dans de nouvelles zones où les opérations anti-LRA de l'UA-RTF ne peuvent pas l'atteindre. Dans le Soudan du Sud, les factions rivales du SPLM sont divisées en fonction des lignages ethniques, et soutiennent Salva Kiir ou Riek Machar. L'Ouganda est intervenu unilatéralement au nom du Président Kiir, ce qui complique encore plus la situation fragile et nuit aux actions contre la LRA. Cette dernière a donc pu se déplacer plus librement dans la région,

provoquant la première attaque et les premiers meurtres dans le Soudan du Sud après deux années de paix.

La guerre dans les pays voisins a également rendu les opérations anti-LRA de l'UA-RTF plus difficiles en RDC. La LRA a pu s'introduire dans de nouveaux territoires tels que celui de Bondo, dans le Bas-Uélé, et y attaquer et tuer. De surcroît, certaines milices locales de la RCA s'est retrouvée dans la même zone que la LRA.

L'élection du maire Catherine Samba-Panza en tant que présidente par intérim de la RCA a inspiré de nombreux Centrafricains et apporté l'espoir de la paix en RCA : « Là où les hommes ont échoué, les femmes feront mieux ». La VdP adresse ses félicitations à Madame la Présidente Samba-Panza.

Le Père Ernest Sugule est Rédacteur en chef de la VdP et chef de l'ONG SAIPED, basée en RDC.

Rapport de situation régionale...suite de la page 1

Il semblerait que les membres de la LRA se sentent plus à l'aise de faire défection en RCA plutôt qu'en RDC. Cela expliquerait notamment leur déplacement massif en RCA. Parallèlement, de nombreuses attaques ont eu lieu dans le but de rassembler des vivres pour le groupe. En outre, la LRA a commencé à attaquer dans de nouveaux territoires, comme celui de Bongo – un fait jusqu'alors inédit – et le village de Bulumasi en particulier.

Soudan du Sud : En novembre, le pays a dénombré 3 attaques, 2 personnes tuées, 1 personne enlevée et 70 autres déplacées. Il s'agit des premières attaques après de nombreuses années de paix relative. Les individus en cause pourraient être originaires de la RDC ou de la RCA. On remarque également l'utilisation par la LRA de femmes et d'enfants, dont beaucoup ont été arrêtés, à des fins d'espionnage. C'est une nouvelle évolution dans la tactique de la LRA.

Ouganda : Le nord de l'Ouganda se reconstruit lentement. Les hôpitaux et les écoles rouvrent, les entreprises se lancent et les investisseurs commencent à arriver. Les bénévoles affluent de l'étranger pour participer au processus de reconstruction. Le futur semble prometteur, mais l'absence d'un accord de paix final laisse peser le

risque latent de conflits. Néanmoins, le nord de l'Ouganda est sur la bonne voie, et on note une volonté de voir la région prospérer et croître. La ville de Gulu se développe et devient de plus en plus moderne. De nouvelles entreprises ouvrent chaque jour. Même le tourisme revient peu à peu. Toutefois, la situation de la sécurité ougandaise a pris une nouvelle tournure avec la guerre dans le Soudan du Sud.

Selon la Croix-Rouge ougandaise, près de 25 000 réfugiés sud-soudanais sont arrivés dans le pays depuis l'explosion de violence en décembre. L'Ouganda a donc dû ouvrir de nouveaux camps de réfugiés. Certains nouveaux arrivants se rendent dans les villes, provoquant des frictions entre les habitants et les réfugiés, et modifiant également de nombreux aspects de la vie urbaine. D'après Anthony Atube Omach, un fonctionnaire du district d'Amuru, plusieurs réfugiés sud-soudanais qui avaient campé à l'école primaire d'Elégu ont été déplacés afin de les empêcher d'empiéter sur les terres de la population locale.

Suite à la page 3

Rapport de situation régionale ...suite de la page 2

« Cela engendrait un autre conflit parce que les gens avaient l'impression d'être privés de leurs ressources et infrastructures », explique Atube Omach. Suite à l'afflux de réfugiés, les services de base ont dû s'étendre aux centres d'accueil d'Elégu et de Dzaipi, dans le district d'Adjumani. Ces derniers ne comportent que quelques toilettes. L'eau, les vivres, les soins médicaux et les abris d'urgence restent également insuffisants. Selon le HCR, avec 32 500 personnes, Dzaipi compte la plus grande concentration de réfugiés, mais ne bénéficie d'une capacité d'accueil de seulement 400 personnes, donc « la plupart de ces réfugiés doivent dormir à la belle avec leurs enfants. »

Outre l'insuffisance des services de base, l'inquiétude ne cesse de croître quant aux éventuels affrontements interethniques parmi les nouveaux réfugiés du Soudan du Sud. On craint que certains d'entre eux soient en possession d'armes qu'ils utilisent pour chasser et voler le bétail.

Le président ougandais Museveni s'est montré très actif lorsque le conflit du Soudan du Sud a éclaté à la mi-décembre, mais de nombreux Ougandais préféreraient que leur pays s'implique moins. Quant à l'UPDF, elle se bat encore actuellement à Juba.

Malgré l'information rapportant l'exploit par l'UPDF de reprendre Bor, dans le Jonglei, des mains des

Les problèmes rencontrés dans les États voisins compliqueront-ils la lutte contre la LRA en RDC ?

La RDC partage les frontières avec neuf pays et un certain nombre de groupes rebelles venus d'autres États seraient en train d'opérer sur le territoire de la RDC. La LRA et un autre groupe ougandais, l'ADF, ne représentent que deux exemples. Les récentes violences en RCA et dans le Soudan du Sud ont permis de détourner l'attention de la lutte régionale contre la LRA, ce qui a donné au groupe le temps et la liberté de manœuvrer dans ce qui reste une région très instable.

Après la défaite du groupe rebelle M23 dans la province du Nord-Kivu, en RDC – défaite dont le mérite revient à l'armée congolaise, les FARDC et à la force régionale de l'ONU – l'armée s'intéresse désormais au groupe ADF.

D'après des rapports, l'ADF se déplace actuellement vers le nord et elle entre dans la Province orientale, lieu où opère également la LRA. On s'inquiète de voir une alliance entre les deux groupes. Si elle est peu probable, elle n'est pas impossible. Tout d'abord, avec la distance qui sépare les deux groupes, il serait difficile de communiquer et de coordonner les activités. Par ailleurs, l'idéologie de l'ADF et sa structure de commandement sont différentes de celles de la LRA. L'ADF est essentiellement un groupe fondamentaliste islamique, tandis que la LRA est enracinée dans une version extrême du christianisme. Cependant, l'ADF et la LRA ont tous deux commencé leurs activités en Ouganda dans les

groupes rebelles, de nombreuses personnes ont été tuées. D'après M. Ajedra, ministre d'État pour l'investissement, le conflit a provoqué des pertes estimées à 2 200 milliards UGX (environ 645 millions EUR). L'implication du président améliore-t-elle la vie des Ougandais ? Comment M. Museveni la justifierait-il aux familles de ceux qui reviennent dans des cercueils ou même au Parlement ? Et lorsque Kiir partira, comment les Ougandais ordinaires pourront-ils vivre en harmonie avec les Nuer ? La médiation aurait-elle donné une meilleure image du président.

Le conflit dans le Soudan du Sud a également touché de nombreux Ougandais qui se trouvent à la tête du commerce informel dans la capitale Juba. Ces derniers ont subi de lourdes pertes, et nombreux sont ceux qui sont rentrés chez eux. Il en est de même de ceux qui faisaient du commerce avec le Soudan du Sud. Selon des données de la Banque centrale, les exportations vers le Soudan du Sud sont passées de près de 40 millions USD sur une base mensuelle à un chiffre compris entre 10 et 15 millions USD. On craint par ailleurs que l'implication de l'Ouganda dans le Soudan du Sud n'incite Riek Machar à soutenir Joseph Kony, afin d'encourager de nouveaux actes de violence dans le nord de l'Ouganda. Le pays est resté pacifique et relativement calme depuis 2006, et les efforts se sont notamment concentrés sur le processus de réconciliation et de vérité.

années 1980. Ils partagent également l'objectif commun de combattre le président Museveni et de renverser le gouvernement. Avec la pression internationale et régionale croissante à l'encontre de l'ADF et de la LRA, un mariage de convenance ne doit pas être écarté. Des alliances similaires ont eu lieu dans le passé, notamment avec la LRA, qui entretenait des relations avec les Mbororo et des éléments au sein de la sécurité soudanaise.

Compte tenu de la détérioration de la situation régionale, la LRA pourrait également profiter du flux de réfugiés entre la RDC et d'autres pays voisins. La guerre dans le Soudan du Sud a pris une telle dimension ethnique qu'elle pourrait offrir la possibilité à un groupe ethnique de forger une alliance avec la LRA. En RCA, on rapporte que Joseph Kony cherche à exploiter la détérioration de la situation pour s'assurer des ressources et d'autres provisions. Les alliances pourraient aider à réarmer et à revigorer la LRA, tout en lui permettant de poursuivre sa dangereuse campagne dans la région.

Pour le gouvernement de la RDC, la complaisance n'est pas une option. En plus d'une intervention militaire, le gouvernement de Kinshasa doit promouvoir des moyens pacifiques pour encourager la défection, en travaillant en étroite collaboration avec les interventions régionales et les États voisins.

Guerre dans le Soudan du Sud

Le 15 décembre 2013 au soir, des combats ont éclaté à Juba, avec une mutinerie prétendue qui aurait été menée par les partisans de l'ancien vice-président Riek Machar. Cette reprise des combats survient après une période de tension politique dans le Soudan du Sud. En juillet 2013, le président Salva Kiir licencie l'ensemble de son cabinet par crainte d'une opposition à son pouvoir au sein de son propre gouvernement.

Selon le Sudan Tribune, les combats ont débuté lors du désarmement de la garde présidentielle, sur ordre du président Kiir. Cependant, l'officier en charge des magasins d'armes a commencé à réarmer les soldats Dinka, ce qui a provoqué la colère d'un soldat Nuer passant par-là. S'ensuivirent alors des combats entre les soldats d'origines Dinka et Nuer. Ces derniers ont alors pris le contrôle du quartier général. Le lendemain matin, les mutins ont été assiégés dans leur campement. Le Président Kiir a immédiatement crié à une tentative avortée de coup d'État. Il a accusé Riek Machar d'en être à l'origine. Celui-ci a nié tout lien avec cet événement, et a préféré reprocher à M. Kiir son modèle dictatorial de gouvernance, mettant le feu à la paille.

Le 16 décembre, des combats ont éclaté dans la région de Jonglei en fonction, de nouveau, des lignages ethniques. Plus de 1 000 personnes auraient été tuées et plus de 800 autres blessées. Un nombre considérable de personnes ont été déplacées, dont certaines à l'intérieur du camp de l'ONU. Le camp d'Akobo, à Jonglei, a alors été attaqué, entraînant la mort de 2 Casques bleus indiens de la MINUSS, mais également la prise de la ville de Bor par la milice Nuer, le 19 décembre. Le lendemain, les mutins ont envahi le campement de la 4^{ème} Division de l'APLS à Bentiu, et le 21 décembre au matin, le général-major James Koang Chuol (de l'ethnie Nuer), commandant de la 4^e Division de l'APLS, a fait défection et rejoint les mutins. Le même jour, le « gouvernement provisoire » de l'ancien commandant de la 4^{ème} Division de l'APLS, James Koang, dans l'État d'Unité, a juré fidélité à Machar et déclaré ouvertement pour la première fois son soutien au chef de l'opposition. Lors d'un entretien donné le 26 décembre, le porte-parole du gouvernement provisoire auto-proclamé de l'État a déclaré que la population était désormais sous l'égide de M. Machar.

Le 22 décembre, les combats se sont accentués avec des batailles de chars entre

les factions qui ont fait défection et les factions loyalistes dans le Haut-Nil. Parallèlement, les envoyés américains et nigériens étaient en route vers Juba pour tenter de négocier une solution. Le 23 décembre, l'armée se rendait vers les États de Jonglei et d'Unité pour tenter de reprendre le territoire. Le président Kiir s'est engagé à s'entretenir avec M. Machar sans conditions préalables. Mais Machar a bien fait comprendre, qu'avant tout dialogue, Salva Kiir devait libérer ses camarades détenus et les faire évacuer vers Addis Ababa où ils seraient impliqués dans les négociations. Kiir a rejeté cette condition et pour l'heure, aucun accord de paix n'est prévu.

Le 24 décembre, le gouvernement du Soudan du Sud a affirmé avoir repris Bor. Le 25 décembre, le combat a été très intense à Malakal, et les rebelles contrôlaient 4 États sur 10 (Jonglei, Unité, le Haut-Nil et l'Équatoria-Central). Le 27 décembre, les forces gouvernementales avaient le plein contrôle de Malakal, le centre administratif du Haut-Nil. Le même jour, M. Machar a déclaré que le MiG-29 ougandais avait bombardé leurs quartiers aux environs de l'État de Jonglei et a condamné l'ingérence de l'UPDF dans les affaires intérieures.

Le 4 janvier, des combats intenses impliquant des chars et de l'artillerie ont été signalés dans la banlieue de Bor ; à ce moment-là, la ville avait déjà changé de mains trois fois. Les rebelles ont affirmé qu'un général de l'armée du Soudan du Sud avait été tué dans les combats, au cours d'une embuscade, alors que son convoi approchait de Bor. L'avance de l'APLS a suscité la panique à Bentiu. Les 8 et 9 janvier, des milliers de civils ont fui la ville, dans l'attente de nouveaux affrontements.

Les rebelles sont devenus de plus en plus désorganisés. Des hommes armés ont pillé les étals et boutiques de la place de marché de Bentiu, tandis que les forces rebelles entraient avec un char dans la ville afin de la défendre des attaques prévues du gouvernement. La ville de Bentiu a été presque entièrement évacuée le 10 janvier, et les habitants se sont enfuis, craignant d'autres combats. Même l'hôpital principal a été abandonné. Le 13 janvier, les troupes sud-soudanaises ont avancé sur Bor, la dernière capitale encore aux mains des rebelles, alors que les pourparlers de cessez-le feu en Éthiopie, le pays voisin, ont été suspendus pour la journée.

Suite à la page 5 ...

Guerre dans le Soudan du Sud...suite de la page 4

Plusieurs facteurs ont contribué à l'escalade de la violence, dont la manipulation de l'identité ethnique par les élites politiques. Ce n'est pas la première fois que les Dinka combattent les Nuer ou d'autres groupes ethniques. Historiquement, les Dinka sont considérés comme l'ethnie dominante. Cette perception a été exploitée par les politiciens de Juba. Par ailleurs, l'absence de transitions multiples a elle aussi joué un rôle dans cette violence accrue. Le passage d'une armée rebelle à une armée professionnelle doit encore s'effectuer. Si les approches techniques dans la réforme du secteur de la sécurité ont pu avoir des résultats immédiats, les réformes à plus long terme doivent résoudre l'aspect politique du secteur de la sécurité. Ainsi, sur les 150 000 rebelles qui devraient être démobilisés et réintégrés dans la société, 20 000 seulement ont suivi le programme de DDR, et un nombre égal ou supérieur a été de nouveau recruté. La transition de la politique interne reposant sur les origines ethniques et vers la politique nationale fondée sur la vision, la bonne gouvernance et la direction a également échoué.

De nouvelles attaques de la LRA dans Soudan du Sud : Un homme raconte

Je m'appelle Thomas Leone. Je vis ici dans le village de Nazinga, dans le comté d'Ezo. J'ai 39 ans.

Comment s'est déroulée l'attaque de la LRA ?

Dans la nuit du 7 novembre, à 2h00 environ, j'ai entendu des gens crier et s'enfuir. Je suis alors sorti de chez moi et je me suis caché. Ensuite, j'ai vu mes voisins courir vers la ville. Quand je leur ai demandé ce qu'il se passait, ils m'ont répondu que la LRA était dans les environs et qu'elle avait attaqué leur maison. Je me suis donc mis aussi à courir et, avec ma femme, nous avons emprunté le chemin vers la ville.

Que venez-vous faire ici ?

Je suis venu récupérer de la nourriture pour ma famille restée en ville. Nous avons trouvé refuge dans le camp de Nyakama.

Comment se déroule la vie dans le camp de personnes déplacées internes ?

La vie n'est pas facile pour les personnes comme nous qui viennent de villages ruraux, et se retrouvent soudainement déracinées et obligées de fuir vers les villes. En ville, nous n'avons pas de nourriture à disposition, alors qu'au village, nous avons tout, autour de nos fermes. Ici, nous devons tout acheter. C'est

Enfin, le dernier facteur justifiant cette accentuation de la violence comprend l'intervention extérieure dans le Soudan du Sud, ainsi que l'ingérence de programmes régionaux et internationaux tels que l'intervention militaire de Kampala ou Khartoum, de la diplomatie chinoise ou américaine, des missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Le dialogue entre les peuples du Soudan du Sud est essentiel à la paix et à l'unité du pays. Il ne doit pas concerner uniquement les Dinka et les Nuer, mais également toutes les tribus du pays. Cela lui insufflera de nouvelles direction et vision, une bonne gouvernance et un partage équitable des ressources. Le dialogue doit inclure les différents groupes sociaux, les dirigeants politiques, les chefs religieux, la société civile, les chefs coutumiers et d'autres représentants aux niveaux régional, national et local.

Le risque de conflit se maintiendra aussi longtemps que les communautés se sentiront marginalisées en raison de leur manque de moyens d'expression ou de représentation.

pour ça que je prends le risque de venir ici dans mon village pour y chercher de la nourriture.

Pourquoi portez-vous ce fusil local ?

Je le prends à chaque fois que je viens ici au village, comme ça, si je tombe sur des membres de la LRA, je peux leur faire peur et m'enfuir en courant.

Pensez-vous pouvoir faire le poids avec cette arme artisanale face à quelqu'un qui détient un fusil automatique ?

Non, mais si je le vois d'abord, je peux jouer sur l'effet de surprise. Mais s'il me voit en premier, ce sera difficile de le battre. Mais au moins, ce fusil est en quelque sorte dissuasive. C'est mieux que rien.

Pendant combien de temps comptez-vous vous réfugier en ville ?

Je sais que je ne peux pas vivre en ville pendant longtemps. Mais si je retourne dans mon village, je continuerai à avoir peur de nouvelles attaques. Je suis donc certain de revenir en ville, même si j'y resterai le moins possible, car on doit faire face à trop de défis. Si je vois que l'attaque de la LRA ne représente pas une vraie menace, alors je retournerai chez moi.



Thomas et son fusil

Éditorial : Crise en RCA – Les origines

Le conflit actuel en RCA a débuté le 10 décembre 2012 entre le gouvernement et la Séléka, qui signifie « union » en sango. La Séléka est une coalition de divers groupes armés, basée dans le nord-est. L'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) et la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) constituent les deux principaux groupes de la Séléka, à laquelle s'ajoute la Convention patriotique pour le salut du Kodro (CPSK), un groupe moins connu. Deux autres groupes basés dans le nord font également partie de la coalition : le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) et le groupe tchadien du Front populaire pour le redressement (FPR). Ils ont formé une alliance en raison de la marginalisation persistante de leurs communautés et du non respect par le gouvernement de François Bozizé des accords de paix signés en 2007 et 2011. Le 24 mars 2013, les rebelles ont envahi Bangui, pillant tout sur leur passage. Le chef des rebelles, Michel Djotodia, s'est alors auto-déclaré président. Lors d'un sommet régional à N'Djamena le 18 avril, Michel Djotodia a été reconnu comme le chef du gouvernement de transition. Cependant, la situation sécuritaire reste extrêmement fragile. On rapporte ainsi plus de 200 000 personnes déplacées internes, ainsi que de nombreuses violations des droits de l'homme, dont l'utilisation d'enfants-soldats, des viols, des tortures, des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées.

En septembre 2013, Michel Djotodia a annoncé que la Séléka avait été dissoute. Mais dans la pratique, la plupart des milices ont refusé d'être démantelées. Au contraire, elles ont continué à piller et à voler. Des massacres arbitraires, des viols, la destruction de villages et d'infrastructures ont été commis. De violents combats entre les groupes armés non identifiés au sein et aux alentours des villes de Bossangoa et de Bossembele ont été signalés à la mi-septembre. Près de 400 000 personnes ont été déplacées, le plus souvent dans la brousse, et 68 000 autres ont fui vers les comtés voisins. En novembre, la violence s'est accrue, provenant surtout d'attaques de représailles contre les civils, menées par des combattants majoritairement musulmans de la Séléka et des milices chrétiennes appelées « anti-balaka », ce qui signifie « anti-machette » ou « anti-épée ». Le 4 décembre, le Conseil de sécurité a voté en faveur de la résolution permettant aux Casques bleus de l'ONU ainsi qu'aux troupes françaises présents en RCA d'utiliser tous les moyens nécessaires pour protéger la vie des civils. Le même jour, 105 corps ont été recueillis après des affrontements violents entre les anciens rebelles de confession majoritairement musulmane, actuellement à la tête du pays, et un mélange de milice chrétienne locale et de combattants. La résolution de l'ONU a également imposé au pays un embargo sur les armes et invité l'ONU à se préparer à une éventuelle mission de maintien de la paix. Le 6 décembre, 281 corps ont été reçus par la Croix-Rouge nationale, après 2 jours de violence au sein et autour de la capitale Bangui. Lors de ces affrontements, 10 assaillants armés d'alliance inconnue ont attaqué une patrouille de l'armée française près de l'aéroport. Les troupes françaises ont maîtrisé les hommes armés, tuant 4 d'entre eux et

en en blessant 6. Il s'agissait du premier engagement militaire de l'intervention française.

Des milliers de civils chrétiens ont trouvé refuge à l'aéroport détenu par les Français pour fuir les rebelles majoritairement musulmans. Le 8 décembre, 394 personnes tuées et 465 au total, le lendemain, ont été dénombrées. Si Amnesty International a retenu le chiffre officiel de 400 morts, l'organisation estime que près de 1 000 personnes auraient été tuées, dont nombre d'entre elles enterrées à la hâte. Le 10 décembre, 2 soldats français ont été tués lors de combats dans la capitale. Le 13 décembre, selon le HCR, 610 personnes, parmi lesquelles 450 à Bangui, ont été tuées dans des violences sectaires. Le 17 décembre, les militaires français se sont déployés dans les quartiers de la capitale pour débusquer une milice chrétienne qui s'était infiltrée à l'aube dans la zone. Le 26 décembre, 6 soldats tchadiens de la Force de maintien de la paix de l'Union africaine ont été tués dans le quartier de Gobongo, dans la capitale. Les violences sectaires se sont encore accentuées, et Michel Djotodia a dû faire face à une pression de dirigeants régionaux et de la communauté internationale en raison de son apparente incapacité à contrôler la situation. Le président Djotodia et le Premier ministre Tiangaye ont tous deux démissionné lors d'un sommet tenu à N'Djamena le 10 janvier. Le 20 janvier, le maire de Bangui, Catherine Samba-Panza, a été élue présidente par intérim.

Prochaine étape : La communauté internationale met en garde contre la possibilité d'un génocide. Bien qu'il soit peu probable, la violence généralisée, le ciblage systématique dont font l'objet les civils pour des motifs sectaires, ainsi que les crimes contre l'humanité constituent une réalité quotidienne pour la population de la RCA. La communauté internationale doit agir maintenant avant qu'il ne soit trop tard. La réconciliation entre les familles, voisins, églises, membres de la société civile et politiciens reste indispensable avant que la situation ne se détériore davantage. En plus de l'intervention militaire de l'Occident et de l'Union africaine, des interventions complémentaires et ascendantes sont essentielles pour soutenir les acteurs externes.

L'intervention des chefs religieux chrétiens et musulmans est cruciale, et ces derniers doivent collaborer avec leurs communautés pour favoriser la réconciliation. La crise ne cessera pas avec la démission de Djotodia et l'élection d'un nouveau président uniquement. Il faudrait plutôt s'occuper des facteurs qui contribuent à la crise, à savoir, le manque de bonne gouvernance, l'absence de direction, le tribalisme, l'ingérence du Tchad dans les affaires intérieures de la RCA, la marginalisation de certaines communautés, ainsi que la présence de la classe politique prédatrice à Bangui. La crise de la RCA doit être résolue de manière multi-dimensionnelle, en donnant la priorité aux voix locales. Les déclarations incendiaires et une interprétation erronée des causes profondes de la violence actuelle se traduiront non seulement par des réactions inappropriées, mais pourraient empirer la situation.

La situation change-t-elle au sein de la LRA ?

Selon un rapport intitulé « Loosening Kony's Grip: Effective Defection Strategies for Today's LRA (Relâcher la mainmise de Kony : Stratégies de défection efficaces pour la LRA d'aujourd'hui) » et publié début juillet 2013 par Resolve, une ONG basée aux États-Unis, les combattants ougandais qui composent les rangs des officiers de la LRA sont de plus en plus désabusés, créant ainsi une opportunité pour les campagnes de défection d'affaiblir la LRA. Le fait que les combattants de la LRA soient « de plus en plus désabusés » a été confirmé par des sources proches de la LRA. Des rumeurs circulent que le chef rebelle Joseph Kony est gravement malade et a perdu toute envie de combattre. Des sources affirment également que Joseph Kony serait prêt à se rendre, à condition de bénéficier d'une amnistie complète. Si chaque combattant a ses propres et complexes raisons de fuir, voici ci-dessous quelques-uns des thèmes les plus récurrents qui expliquent pourquoi les derniers transfuges ont décidé de se désolidariser de Joseph Kony.

1) La pression militaire (ou la perception de celle-ci) : les opérations militaires menées par l'Ouganda, soutenues par les États-Unis et dirigées par l'UA contre la LRA suscitent les critiques depuis 2008. Et ce pour un certain nombre de raisons, que ce soit leur incapacité à capturer Joseph Kony ou bien leur échec à protéger les civils des attaques de représailles de la LRA. Ces opérations ont néanmoins rendu la survie au jour le jour de nombreux groupes de la LRA – en particulier ceux dans la RCA – si difficile que de nombreux combattants veulent abandonner la lutte et rentrer chez eux. Fait intéressant, un transfuge a déclaré avoir décidé de s'échapper après avoir entendu que l'UA se préparait à des opérations militaires contre la LRA, ce qui montre que même la perception de la pression peut susciter des défections.

2) La désillusion face aux promesses de Kony : Joseph Kony a longtemps cherché à distinguer

la LRA d'autres groupes de rebelles et de bandits. Il a imposé aux membres de la LRA un comportement strict qui décourageait l'accumulation des richesses et soulignait la divinité et la pureté idéologique de la mission de la LRA consistant à s'emparer du pouvoir en Ouganda. Mais la LRA a continué d'opérer chaque jour loin des frontières de l'Ouganda. Il devenait clair que Kony n'avait aucune stratégie viable pour s'emparer de Kampala. Entre temps, Kony a donné l'ordre aux combattants de la LRA de braconner les éléphants, afin de récupérer l'ivoire précieux dans le nord-est du Congo, et dont une partie a été troquée avec des officiers de l'armée soudanaise. Ces événements ont provoqué une désillusion sans précédent parmi les rangs des combattants ougandais de la LRA. Et la plupart d'entre eux sont déjà épuisés par la vie éreintante dans la brousse.

3) Les mesures disciplinaires sévères de Kony : les groupes de la LRA sont essaimés dans une région aussi grande que la France, et se retrouvent souvent isolés de Kony. La discipline stricte observée au sein de la LRA a commencé à s'affaiblir. Certains officiers ont enfreint les règles qui leur interdisaient de violer les femmes ou de coucher avec les filles et les femmes enlevées destinées à Kony. D'autres ont subi la colère de Kony en se plaignant de la difficulté de la vie dans la brousse. Face à ces violations de la discipline, Kony aurait fait exécuter au moins 7 officiers de la LRA et rétrograder plusieurs autres au cours des 18 derniers mois (dont son demi-frère David Olanya), suscitant la défection de plusieurs autres membres qui craignaient pour leur propre sécurité.

Bien que le nombre de transfuges augmente et la désillusion s'accroisse de plus en plus, les rapports issus de la frontière entre la RCA et la RDC indiquent que certains groupes poursuivent leur lutte. Les hommes de paille de Kony, Okot Odhiambo et Latufa enlèvent et tuent encore des dizaines de personnes dans la région, et ont trouvé refuge dans les zones frontalières de non-droit de la RCA, de la RDC et du Soudan du Sud. Ce qui montre que la LRA représente toujours une menace pour la stabilité de la région.

Les tensions ethniques jugées responsables dans la mort de 12 soldats d'élite de l'APLS

« Si l'huile ne peut pas se mélanger à l'eau, alors comment voulez-vous qu'un Nuer combatte aux côtés d'un Dinka ? ». Cette déclaration a été faite par un soldat du Soudan du Sud pour expliquer sa perplexité face aux tribus Dinka et Nuer dans l'APLS. Cette tension est apparue récemment lorsqu'une unité d'élite de l'APLS, qui se rendait au combat à Juba, a été retardée en raison d'un problème mécanique de l'un de ses véhicules. L'unité a donc été obligée de faire un arrêt. Incapable de réparer son véhicule dans les temps, l'unité a passé la nuit au carrefour de Mundri et de Rumbek en attendant que le jour se lève. Au matin, 12 soldats ont été trouvés morts et plusieurs autres étaient blessés. Les événements qui ont suivi ont été contestés. Deux versions s'opposent :

Version 1 : En pleine nuit, l'un des soldats a fait un terrible cauchemar, et se réveille soudainement aux cris de « Feu ! Feu ! Feu ! ». L'appel aux armes réveille le reste de l'unité qui prend immédiatement ses armes et commence à tirer, se croyant attaquée. Cette version provient du rapport officiel du gouvernement signalant un incident qui s'est produit à Mundri. **Version 2** : Des sources proches de cet incident brossent un tableau différent, et évoquent des querelles internes entre les tribus Nuer et Dinka au sein de ce groupe. Les deux groupes ethniques n'étaient pas d'accord. Le ton est monté. Les esprits se sont échauffés. Les armes à feu ont fait le reste.

Suite à la page 8...

Tensions ethniques et morts dans l'APLS... suite de la page 7

On suppose que la dispute a éclaté sur le fait de se rendre ou non à Juba pour défendre le gouvernement du Soudan du Sud.

La version 2 semble la plus probable. Cet incident, bien que moindre par rapport à d'autres affrontements, résume certains des problèmes actuels auxquels doit faire face le Soudan du Sud. Les 2 principales communautés de ce conflit, les Dinka et les Nuer, ont laissé un pays de plus de 40 tribus en ruines. Les désaccords mesquins sur les origines ethniques, ainsi que les questions de marginalisation et de domination constituent la pomme de discorde commune des Nuer et des Dinka. Et ce au détriment des autres communautés et de la population du Soudan du Sud. En outre, alors que les dirigeants de cette dernière attaque sont en train de déguster du thé et du



Soldats de l'APLS

pain en Éthiopie pour négocier l'avenir, des milliers de personnes issues de leur peuple souffrent dans camps de personnes déplacées internes et des camps de réfugiés à l'intérieur du Soudan du Sud et dans les pays voisins. Les conditions dans ces camps sont pires que basiques et les populations attendent désespérément la paix. Mais, celle-ci semble illusoire car la guerre, qui était d'abord désignée comme un coup d'État, s'est transformée en conflit interethnique au sein de l'appareil de sécurité et du gouvernement.

Chaque clan se bat pour un faux sentiment d'appartenance et d'identité, et non pour son pays. Si le peuple du Soudan du Sud veut parvenir à une sorte de paix durable, la politique ethnique et la manipulation de l'identité doivent cesser.

Entretien : La VdP évoque avec un maire local les espoirs de la nouvelle présidence de la RCA

Bonjour Madame le Maire ! Comment décririez-vous la situation sécuritaire actuelle de la République centrafricaine ?

Elle est extrêmement difficile et préoccupante. La communauté internationale, l'Union africaine, la France, l'Union européenne et les organismes régionaux font tout ce qu'ils peuvent pour ramener la paix en RCA. Je tiens également à saisir cette occasion pour remercier Mme Catherine Samba-Panza, la présidente de transition qui vient d'être élue, d'avoir accepté d'apporter sa contribution maternelle dans le rétablissement de la paix en RCA.

Avant de devenir présidente de transition, Madame Catherine Samba-Panza était maire de Bangui. Que pensez-vous de son élection ?

Je suis extrêmement heureuse de l'élection de Madame Catherine en tant que présidente du gouvernement de transition. Elle a été élue au second tour et il y avait aussi des candidats de sexe masculin en lice. Mais la nation, par le biais des députés, a fait confiance à Mme Catherine, et elle a été élue. C'est la première fois dans l'histoire de la RCA qu'une femme occupe un poste aussi élevé dans le pays. J'ai l'espoir que là où les hommes ont échoué, une femme pourra faire mieux.

Dès son élection, Madame Samba-Panza a appelé les anti-balaka et l'ex-Séléka au désarmement. Pensez-vous que ces deux groupes le feront et pourront cohabiter encore comme des frères et sœurs ?

Madame Catherine est la mère d'enfants. Elle est la mère des anti-balaka et aussi de l'ex-Séléka. Avec cet appel, Madame Catherine sert d'intermédiaire entre deux frères

et sœurs de combat. Elle est vraiment la mère de la nation et celle de tous les Centrafricains. Elle est notre mère à tous. Tous les ennemis devraient désarmer et vivre comme des frères et sœurs.

Dans son discours, Madame la Présidente veut mettre fin aux souffrances du peuple, rétablir la sécurité et l'autorité de l'État. Pensez-vous qu'elle peut y parvenir ?

Oui, Madame Catherine réussira. Elle a été maire de Bangui pendant longtemps. Elle bénéficie d'une grande expérience en politique, et connaît la dynamique du pays et ses différents défis. Elle est bien placée pour rétablir la paix. Elle est également populaire auprès d'un certain nombre de Centrafricains. Alors, elle a une bonne chance d'apporter quelques améliorations.

Madame le Maire, dernière question. Quels conseils donneriez-vous à votre peuple et à tous les Centrafricains aujourd'hui ?

Ce serait davantage un appel urgent à tous les Centrafricains. Je les invite tous à s'aimer mutuellement, je les appelle au pardon, à la compréhension et à se concentrer sur la paix et non sur une violence inutile. J'appelle tous les Centrafricains à soutenir Madame Catherine Samba-Panza et son gouvernement de transition. En tant que maire d'une ville de la RCA, je suis ravie de l'élection du maire de Bangui, ma collègue. Je lui souhaite du succès dans son travail et dans son nouveau rôle. Vive la RCA !

Éditorial : Comprendre et réagir face à la crise en RCA

La crise en RCA est en train de détruire le pays. Les rebelles, principalement musulmans, de la Séléka s'affrontent avec les milices chrétiennes et pillent tout sur leur passage. Ces derniers mois, les combats se sont intensifiés suite aux atrocités commises par les différentes parties. Le conflit interreligieux s'accroît et favorise les tensions intercommunautaires qui éclatent dans des accès de violence aveugle. L'ONU a écopé une mission de l'Union africaine, tout en autorisant une intervention militaire unilatérale française avec les troupes que l'UE pourrait également déployer prochainement. La communauté internationale se prépare à un éventuel génocide. Mais cette approche n'interprète pas correctement la dynamique politique en RCA, et pourrait avoir des conséquences dévastatrices si de mauvais choix politiques sont mis en œuvre. Le fait de désigner le conflit en termes de génocide ne reflète pas les problèmes historiques, politiques et sociaux profonds qui ont mené à la destruction.

La marginalisation historique des communautés à majorité musulmane dans le nord de la RCA a créé un profond ressentiment et isolement au sein de ces groupes. En outre, ces derniers ont plus de points communs avec les groupes tchadiens dans les zones frontalières, qui partagent les mêmes coutumes, ainsi qu'une histoire et une culture identiques. Cela est en partie dû à la nature arbitraire des frontières coloniales qui divisent les communautés en deux, mais aussi à la négligence systématique des régimes coloniaux, puis post-coloniaux.

Ces problèmes structurels profondément enracinés ont affecté le tissu social de la société centrafricaine. Par ailleurs, l'élite politique a joué sur la stratégie de « diviser pour mieux régner ». En sus d'une corruption endémique, d'un sous-développement chronique, d'une pauvreté aiguë et d'une absence presque totale d'infrastructures, il est surprenant qu'une violence politique de cette ampleur n'ait pas éclaté avant, bien que les groupes armés aient été actifs dans les zones périphériques durant de nombreuses années.

Réactions possibles

Étant donné que la crise actuelle en RCA est une question extrêmement compliquée, avec des problèmes structurels, locaux et régionaux en jeu, il est essentiel que les initiatives internationales soient bien coordonnées et ancrées dans le contexte local.

Les seules missions de maintien de la paix des Nations Unies ont peu de chance de parvenir à un résultat durable. Elles ont tendance à se composer d'États ayant peu, voire aucune connaissance du contexte local. Plus important encore, la volonté de recourir à la force, si nécessaire, fait souvent défaut dans les missions des Nations Unies, mais demeure un prérequis pour assurer la protection des civils. Les missions de maintien de la paix de l'Union africaine s'avèrent plus efficaces en termes d'action militaire proactive, mais aussi pour résoudre les problèmes contextuels et africains spécifiques. Cependant, les missions de l'UA ne sont pas sans défauts.

Ces dernières ont tendance à se concentrer sur les priorités politiques nationales des pays d'origine des soldats. Les troupes tchadiennes actuellement présentes en RCA et qui font partie de la force de l'UA ont un effet négatif, car elles favorisent les milices confessionnelles dans le cadre de leurs intérêts nationaux. Les troupes rwandaises déployées en RCA devraient être plus efficaces en termes de neutralité et d'efficacité de leurs missions de maintien de la paix. L'UE a accepté de déployer des Casques bleus pour soutenir l'UA et les forces françaises, ce qui peut porter ses fruits tant que les opérations et les activités sont étroitement coordonnées et que les éléments travaillant pour les intérêts régionaux plutôt que pour une paix durable en RCA sont déracinés.

Quel que soit le cas, les efforts militaires internationaux doivent soutenir, consulter et travailler de concert avec les acteurs centrafricains eux-mêmes. La présidente par intérim, Catherine Samba-Panza, pourrait fournir un nouveau départ à la RCA, en prenant des mesures face à l'inaction du gouvernement par rapport à la crise. La communauté internationale doit travailler en étroite collaboration avec la présidente. Les chefs religieux chrétiens et musulmans ont collaboré et ils ont donné un exemple en organisant le dialogue interconfessionnel et de solidarité. Ce sont des voix comme celles-ci qui doivent se retrouver au premier rang des efforts de réconciliation en RCA pour résoudre la crise actuelle.

Pour cela, les Centrafricains eux-mêmes ont un rôle à jouer. Les voix locales, celles de ceux qui ont le soutien et le respect de leurs communautés, doivent servir de fer de lance dans la résolution des conflits, en recourant à l'action militaire dans un rôle de soutien. Des initiatives multidimensionnelles imposées par l'extérieur peuvent apporter un répit à court terme, mais leurs perspectives de rétablissement d'une paix durable sont peu probables.

Des informations à partager ? Contactez-nous :

EN RCA :
coordojupec@gmail.com

EN RDC :
ernestsugule@yahoo.fr

AU SUD-SOUDAN :
Frkumbomark@yahoo.com

En OUGANDA :
Arlpi.interfaith@gmail.com

À LONDRES :
ktumutegyereize@c-r.org

Consultez notre site sur :

www.c-r.org/VOP

Notre réseau...

SAIPED – *Solidarité et Assistance Intégrale aux Personnes Démunies*, RDC

CDJPR-ARU – *Commission Diocésaine de Justice, Paix et Réconciliation*, RDC

CR – Conciliation Resources est une organisation indépendante qui travaille avec les populations touchées par les conflits, afin de prévenir la violence. CR travaille sur le conflit de la LRA depuis 1997.

FAP – Femme Action Plus/RCA



Article spécial : Formation sur la question du genre à Kampala

La question du genre est essentielle pour appréhender la façon dont différents hommes et femmes vivent les conflits de manière distincte, écrit *Sanne Tielemans, analyste politique de Conciliation Resources*. Parallèlement, il est également très important de comprendre pourquoi tant de gens préfèrent une solution militaire à une non-violente. Pour répondre à ces questions, Conciliation Resources a organisé en janvier un atelier sur la question du genre suite à une demande des organisations partenaires locales dans les zones touchées par la LRA.

La question du genre n'est pas nouvelle pour nos partenaires ; la plupart des organisations participantes se sont spécifiquement concentrées sur les besoins des femmes. Cet atelier a permis de mieux comprendre ensemble la question du genre et sa pertinence dans le travail de consolidation de la paix, mais aussi de guider la planification pour 2014. Les participants ont échangé leurs expériences et réfléchi à ce qui peut encore être fait ou fait différemment.

L'atelier a abordé un sujet important : le travail de soutien aux femmes rentrées chez elles, qui doivent faire face à des problèmes différents de ceux de leurs homologues de sexe masculin. Les femmes qui réintègrent leurs communautés sont confrontées à une série de problèmes.

Parmi eux figurent les problèmes liés à l'acceptation par le mari, la famille, la communauté, ainsi que la pauvreté et le traumatisme. Souvent, les enfants nés en captivité n'ont pas de certificat de naissance, et ne peuvent pas s'inscrire à l'école.

L'autre sujet évoqué concerne les problèmes de sécurité et les besoins de protection des communautés touchées par la LRA. Les femmes soulèvent souvent des préoccupations différentes ou supplémentaires, comme par exemple, la sécurité alimentaire. Mais, elles ont tendance à ne pas être écoutées lors des discussions sur la protection. Cela relève généralement de la compétence des dirigeants (religieux) - des hommes en majorité.

Durant cet atelier, nous avons également discuté des différences parmi les femmes (et les hommes) : par exemple, le milieu rural par rapport à la ville, l'âge, etc. Nous avons également abordé les dangers de tomber dans les stéréotypes, comme par exemple, traiter la violence sexuelle comme un problème de femmes exclusivement ou ignorer les contributions de celles-ci à la paix et aux conflits. Enfin, nous avons parlé d'impliquer ou de travailler avec des hommes sur les « questions liées aux femmes ». Ce sont sur ces mêmes sujets que CR et ses partenaires procéderont à de nouvelles activités.



SAIPED-RDC



FEMME ACTION PLUS

FAP